

INSTITUTION ADOUR

Extrait du Registre des Délibérations
De l'établissement Public Territorial de bassin Institution Adour

Séance du 30 septembre 2015
(Convocation du 14 septembre 2015)



Aujourd'hui, le trente septembre deux mille quinze à 10h30, le Bureau dûment convoqué s'est réuni à la salle des commissions 3 au Département des Landes sous la présidence de Monsieur Paul CARRERE

Etaient Présents :

Mesdames Christiane AUTIGEON, Odile LAFITTE, Céline SALLES
Messieurs Paul CARRERE, Gérard CASTET, Bernard POUBLAN et Bernard SOUDAR

Etaient excusés et avaient donné procuration :

Etaient excusés :

Monsieur Charles PELANNE

OBJET : DOSSIER II - affaires générales / Déclaration sans suite marché de maîtrise d'œuvre

Exposé des motifs :

Vu le Code des Marchés Publics,

Vu la procédure d'appel d'offres engagée pour la maîtrise d'œuvre de construction des projets de réservoir du Louet 2 et de Tailluret,

Considérant l'instruction du 4 juin 2015 de la Ministre de l'Ecologie, du développement durable et de l'énergie relative au financement par les Agences de l'eau des retenues de substitution et portant définition des projets de territoire,

Considérant l'impossibilité pour l'Institution Adour de qualifier et définir à priori les projets tels qu'ils ressortiront de l'instruction Projet de territoire notamment leur dimensionnement au regard de la modification des règles d'éligibilité,

Considérant l'impact des Projets de territoire sur le financement des projets objet du marché de maîtrise d'œuvre et donc l'absence de garantie suffisante quant à leur réalisation,

Considérant la temporalité d'un Projet de territoire nécessitant la mise en œuvre d'une concertation large sur les territoires concernés par les projets,

LE BUREAU

Après avoir délibéré,

D E C I D E

Article 1

La procédure d'appel d'offres relative au marché de maîtrise d'œuvre pour la construction des retenues de Tailluret et du Louet 2 est déclarée sans suite pour motif d'intérêt général au regard des incertitudes engendrées par l'instruction ministérielle du 4 juin tant sur la faisabilité que sur le dimensionnement des projets.

Article 2

Monsieur le Président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait et Délibéré le 30 septembre 2015 à Mont de Marsan

Le Président,


INSTITUTION ADOUR
Département des Landes
40025 MONT DE MARSAN CEDEX

Paul CARRERE

⚡ *La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'Etat.*

